

Avis sur les protéines animales et végétales

- **Demandé par le ministre du Climat et de l'Énergie, M. Magnette, dans une lettre datée du 28 octobre 2008**
- **Préparé par le groupe de travail ad hoc système alimentaire durable**
- **Approuvé par l'assemblée générale du 3 février 2011**
- **La langue originale de cet avis est le néerlandais.**

Résumé

- *Pour arriver à un système alimentaire durable, il est notamment important d'avoir une vision claire de la production et de la consommation de protéines dans notre système alimentaire. Le monde a en effet pour enjeu à l'horizon 2050 d'assurer une alimentation équilibrée à neuf milliards d'êtres humains en respectant les capacités de notre écosystème planétaire. Il s'agit donc de réaliser une transition des systèmes de production et de consommation des protéines vers un système avec plus de durabilité écologique et sociale ainsi que plus de garanties pour les acteurs économiques de la chaîne. L'objectif durable est d'organiser un système alimentaire majoritairement autosuffisant d'ici 2050 au niveau européen. Pour y arriver, la politique de l'UE et les accords commerciaux internationaux devront être adaptés en conséquence.*
- *Pour atteindre cette perspective, le conseil plaide pour une transition protéinique qui serait englobée dans une transition générale vers un système agricole et alimentaire plus durable. La transition protéinique est un processus organisé intentionnellement qui repose sur une collaboration active entre les autorités, les acteurs économiques et la société civile.*
- *Le premier pilier de la transition protéinique est la transformation du système actuel d'importation des protéines végétales. Ce système doit devenir plus durable. Le conseil propose une série de principes pour arriver à un système plus durable et demande de prendre de nouvelles initiatives ou d'améliorer et de renforcer celles qui existent déjà.*
- *Le deuxième pilier de la transition protéinique se concentre sur la production et la consommation et vise – dans le cadre d'un régime alimentaire équilibré et sain – à réorienter la consommation de protéines animales vers des protéines animales produites de manière plus durable et vers des protéines végétales également produites de manière durable. Le conseil formule une série de recommandations concrètes au niveau soit de l'offre soit de la demande.*
- *Enfin, le conseil formule plusieurs recommandations visant l'organisation de la transition protéinique. Le conseil demande notamment que les autorités fédérales prennent l'initiative de créer une plate-forme nationale transversale au sein de laquelle le processus de transition protéinique serait mis en route et stimulé.*

1. Contexte

- [a] Le 26 mars 2010, le conseil a approuvé son *avis système alimentaire durable*. Cet avis établit, à la demande du ministre Magnette, une définition d'un système alimentaire durable et formule des propositions politiques pour une transition vers un système alimentaire durable.
- [b] L'*avis système alimentaire durable* n'aborde pas la problématique des protéines. Dans cet avis, le conseil s'engage toutefois à rendre un avis supplémentaire à ce sujet en 2010

après un débat en interne, notamment sur l'importation de protéines végétales et sur la production et la consommation de protéines animales. Le présent avis protéines animales et végétales est l'aboutissement de ce débat.

- [c] L'*avis protéines animales et végétales* s'inscrit expressément dans la droite ligne de l'*avis système alimentaire durable*, en confirme le contenu et développe des éléments complémentaires, plus spécifiquement sur la problématique des protéines.

2. Avis

2.1. Cadre général

- [1] Pour arriver à un système alimentaire durable, il est important d'avoir une vision claire de la production et de la consommation de protéines dans notre système alimentaire. Le monde a pour enjeu à l'horizon 2050 d'assurer une alimentation équilibrée à neuf milliards d'êtres humains, en respectant les capacités de notre écosystème planétaire. Il est donc important d'accorder une attention suffisante aux systèmes de production et de consommation des protéines, en ce compris au travail décent. Certains systèmes accroissent la pression de la production alimentaire sur l'environnement et contribuent donc à atteindre plus vite les limites de la durabilité du système alimentaire mondial. Selon le système de production et la localisation de la production, la transformation de sources végétales en protéines animales peut avoir un impact important sur l'utilisation de l'eau, de l'énergie et des terres. Lorsque le sol n'est pas adapté à une production végétale destinée à l'alimentation humaine, ce sol peut recevoir une autre – éventuellement plusieurs – affectation. Nous pensons ici par exemple à une utilisation pour une production animale, la promotion de la biodiversité et l'utilisation comme zone tampon aquatique ou espace ouvert dans le paysage. Si on prend en compte uniquement la quantité de protéines produites par ha, alors le rendement lors de la production de protéines végétales sera dans la plupart des cas plus élevée. Mais la durabilité totale du système dépend toutefois des circonstances spécifiques. Sur certains aspects de durabilité, les exploitations mixtes offrent toute une série d'avantages par rapport aux entreprises spécialisées. Une collaboration entre des entreprises spécialisées voisines peut permettre de tenir compte de ces aspects de durabilité. La consommation de protéines joue toutefois un rôle essentiel dans une alimentation équilibrée et saine. La principale question est comment peut-on atteindre un équilibre entre les besoins alimentaires, la capacité de régénération de la planète et le respect des normes internationales (entre autres de l'Organisation internationale du travail).
- [2] Le problème diffère en fonction du mode de consommation. Dans les pays occidentaux, nous constatons souvent une consommation moyenne trop élevée de protéines animales qui, dans notre pays, va même à l'encontre des recommandations du Conseil Supérieur de la Santé pour une alimentation équilibrée. Il faut cependant constater que pour certaines catégories d'âge et de population, la consommation se situe en deçà de ces recommandations. Dans les pays en voie de développement, par contre, nous constatons souvent une sous-consommation de protéines due à la pauvreté. Il faut, à terme, définir vers quel niveau nous souhaitons voir évoluer la part de produits animaux destinés à la consommation humaine sans dépasser ce que la terre peut supporter sur un plan écologique, en vue de maintenir une alimentation saine et équilibrée pour la population.
- [3] Un régime alimentaire incluant une part trop élevée de protéines animales n'est pas applicable à une population mondiale de 9 milliards d'être humains. De nombreuses recherches sont encore en cours sur l'ampleur exacte de l'impact de cette production animale sur la capacité d'absorption de la terre et donc sur les limites de la production alimentaire durable, et aucune clarté scientifique n'existe donc actuellement. La nature des problèmes fait quant à elle l'unanimité. Certains systèmes peuvent être plus durables et avoir un impact positif sur l'environnement et la biodiversité mais une part importante de la chaîne de production animale mondiale contribue via diverses pratiques – parfois directement et

parfois indirectement – à la déforestation, utilise beaucoup d'eau et de terre et participe aussi significativement à l'effet de serre et à la perte de biodiversité. Dans un monde où le nombre de demandes de terres et de matières premières d'autres secteurs que l'approvisionnement alimentaire ne cesse de croître, cela peut entraîner des conflits sérieux qui peuvent à leur tour mettre en danger les ressources alimentaires et la position économique des différents acteurs dans la chaîne de production alimentaire. La combinaison d'une production plus efficace, adaptée et équitable, d'une réduction des pertes lors de la production et de la consommation ainsi que d'éventuelles modifications dans le régime alimentaire (dans le but d'arriver à un régime alimentaire équilibré) offre les meilleures perspectives pour tous les acteurs impliqués.

- [4] Un des objectifs durables pour 2050 serait l'organisation, à une échelle acceptable, continentale (au niveau européen donc dans notre cas), d'un système alimentaire en grande partie autosuffisant. Au sein de ce modèle, l'Europe est en grande partie capable de produire de manière autonome les protéines animales et végétales nécessaires pour garantir une alimentation saine et équilibrée de qualité pour tous les citoyens et ce en respectant la capacité écologique. Dans cette perspective, l'importation de protéines depuis d'autres continents se serait proportionnellement réduite. Les différents éléments de la politique de l'UE et les accords commerciaux internationaux doivent pouvoir s'inscrire dans cette vision et garantir un revenu décent à tous les acteurs de la chaîne sur la base du principe d'un prix honnête pour un produit honnête.

2.2. Vers une transition protéinique

- [5] Le conseil plaide pour une transition protéinique qui serait englobée dans une transition générale vers un système agricole et alimentaire durable. Une telle transition encadrée est nécessaire pour maintenir à terme l'impact de notre système alimentaire en Europe et dans le reste du monde dans la capacité de régénération de la planète, pour pouvoir garantir constamment une offre alimentaire saine et durable à tous les citoyens, pour veiller à garantir de manière optimale la position des acteurs économiques concernés (dans les secteurs agricole, commercial et de l'industrie alimentaire), pour garantir un travail décent et pour contribuer à des relations Nord-Sud justes dans un monde qui connaît une pénurie croissante des ressources.
- [6] La transition protéinique est un processus organisé intentionnellement qui repose sur une collaboration active entre les autorités, les acteurs économiques et la société civile. Des objectifs généraux sont convenus pour la production et la consommation de protéines à partir de données scientifiques étayées. Le principal est la réorientation – dans le cadre d'un régime alimentaire équilibré et sain – de la consommation de protéines animales vers des protéines animales produites de manière plus durable et des protéines végétales, également produites de manière durable. L'utilisation d'instruments politiques adaptés, entre autres axés sur une internalisation juste des coûts externes, jouera un rôle dans ce cadre. Des processus d'efficacité et d'innovation technologique doivent en outre être stimulés pour améliorer la chaîne de production et stimuler le développement de nouveaux produits. Tout doit aussi être mis en œuvre pour assurer la participation des consommateurs dans le cadre de la transition protéinique. Une information objective et la promotion active de régimes alimentaires sains, équilibrés et durables jouent un rôle essentiel dans ce cadre.
- [7] Il est essentiel que – vu l'importance des défis sociétaux liés à la production et à la consommation de protéines – le processus de transition protéinique s'inscrive dans une perspective à long terme claire et ambitieuse. Le conseil plaide dans ce cadre pour une perspective 2050 qui serait à l'origine d'un processus de profonds changements sociétaux. Pour atteindre cette perspective, des mesures doivent également être prises à court terme. Il peut s'agir de mesures et d'initiatives existantes qui seraient maintenues ou renforcées si nécessaire, ou de nouvelles mesures.

2.3. Importation de protéines végétales

[8] La transformation du modèle actuel d'importation des protéines végétales est un pilier important de la transition protéinique. L'ambition est de rendre ce modèle (au niveau mondial et national) plus durable, avec des objectifs clairs aux échéances bien définies. Les principaux principes sont :

- Un respect total de l'ensemble de la réglementation locale, nationale et internationale en vigueur. Les accords commerciaux mondiaux qui empêchent une production intérieure de qualité de protéines destinées au bétail doivent être adaptés.
- Un travail décent (entre autres le respect des conventions OIT, un revenu décent)
- Des relations responsables avec les communautés locales
- Une responsabilité écologique (entre autres le combat contre la pollution et l'épuisement de l'environnement, une réduction des émissions de gaz à effet de serre et la promotion de la capture du carbone, la protection de la biodiversité)
- De bonnes pratiques agricoles (entre autres une utilisation durable de l'eau, la protection de la végétation naturelle, l'amélioration de la qualité du sol, une protection durable des cultures)
- La garantie d'une viabilité économique de tous les acteurs de la chaîne de production

[9] Le Conseil constate que diverses initiatives sont développées ou prévues (comme RTRS ou Pro Terra) qui ont pour but de contribuer à un autre modèle d'importation de protéines végétales via la certification volontaire du soja. Ces initiatives forment un exemple de l'engagement d'un certain nombre d'acteurs de la chaîne de production en ce sens. Le Conseil reconnaît par conséquent également que le modèle de RTRS¹ contient des éléments positifs et peut constituer une impulsion pour surmonter les problèmes actuels. Il n'y a par ailleurs aujourd'hui pas d'unanimité sur le modèle en lui-même. Pour pouvoir arriver à un système de certification du soja largement soutenu, la clarification ultérieure d'un certain nombre de points de divergence de contenu entre les acteurs et une représentativité plus large de l'initiative seront nécessaires.² Le Conseil veut encourager les différents acteurs à développer le dialogue sur ces points, dans un cadre adapté. Le Conseil indique également que, à côté des initiatives volontaires comme RTRS et Pro Terra, les pouvoirs publics doivent jouer un rôle important dans l'amélioration de la durabilité de la chaîne du soja.

[10] Les différentes études et mesures visant à accroître la production de protéines végétales en Europe, où le secteur lui-même est activement impliqué, sont aussi des initiatives importantes qui requièrent un soutien supplémentaire. Le conseil incite le secteur et les autorités à poursuivre sur cette voie et à inscrire les efforts consentis dans le cadre d'une transition protéinique globale. L'implication active de toutes les parties prenantes dans la définition des prochaines étapes de la transition ne peut que consolider le processus. Les pouvoirs publics peuvent plaider dans ce cadre activement pour des accords commerciaux internationaux qui renforceraient la production européenne de protéines.

[11] La transition protéinique devrait se poser comme objectif d'atteindre, à l'horizon 2050, un modèle européen de production d'aliments pour animaux qui serait en grande partie autosuffisant, et qui ne dépendrait plus autant de l'importation de protéines végétales en provenance d'autres continents. Cela permettrait aussi au secteur d'être moins soumis à la volatilité des marchés internationaux.

2.4. Production et consommation de protéines

¹ Voir [annexe 1](#).

² Voir [annexe 2](#).

- [12] La réorientation – dans le cadre d'un régime alimentaire équilibré et sain – de la consommation de protéines animales vers des protéines animales produites de manière plus durable et des protéines végétales également produites de manière durable, est un autre pilier important de la transition protéinique. La plate-forme de tous les acteurs concernés par la transition protéinique devrait élaborer un ensemble cohérent de stratégies politiques associées à des objectifs à court, moyen et long terme. Dans ce cadre, l'approche utilisée devrait prendre en considération les différents maillons de la chaîne.
- [13] Le conseil soutient les bonnes initiatives et pratiques (légales et autres) qui sont actuellement développées dans ce cadre et encourage les partenaires concernés à prendre des initiatives complémentaires. Le conseil se réjouit par exemple du « protocole de coopération pour un travail régulier et une concurrence loyale dans les secteurs de la viande » qui a récemment été conclu par les partenaires sociaux de l'industrie de la viande, et lui exprime son soutien. De par leur souci pour l'image du secteur et pour la situation sociale des travailleurs concernés, les parties signataires souhaitent poursuivre la lutte avec les autorités contre le non-respect de la législation en général et de la législation sociale en particulier. Ce protocole en trace les contours. Il s'agit d'un cadre que les partenaires sociaux souhaitent continuer à développer, avec les autorités belges et en dialogue avec les acteurs européens. De cette manière, toutes les parties tendent vers la sécurité juridique, tant pour les employeurs que pour les travailleurs.
- [14] Pour être efficaces, les différentes stratégies politiques devraient se situer du côté de l'offre et de la demande. Une stratégie intégrée et coordonnée, qui s'adresse simultanément aux producteurs, aux transformateurs, aux commerçants et aux consommateurs, et qui répond aux opportunités du marché et les renforce, est donc nécessaire. Les initiatives présentées ci-après ont toutes la même importance, sont complémentaires et doivent être développées comme un tout.
- [15] En ce qui concerne l'offre, le conseil demande que les pistes suivantes soient développées et renforcées :
- Des mesures concrètes pour encourager la production intérieure de protéines, y compris des initiatives visant l'adaptation d'accords commerciaux internationaux
 - Des programmes de recherche pour la production de protéines végétales pour l'alimentation du bétail et la consommation humaine au sein de l'UE
 - La promotion de la production d'aliments riches en protéines au niveau de l'exploitation agricole
 - Des programmes de recherche et des projets pilotes pouvant accroître l'efficacité de la transformation des protéines végétales en protéines animales
 - Une étude plus approfondie de l'impact réel sur l'environnement des différents produits protéiniques au travers de la chaîne, en portant attention aux effets directs et indirects
 - Un soutien pour le développement de produits alimentaires d'origine animale plus durables
 - L'étude de l'impact social du mode de production actuel et des conséquences sociales des différents scénarios de transition
 - Un soutien aux programmes de recherche et aux projets pilotes pouvant minimiser les pertes de matières premières de valeur dans les différents maillons de la chaîne de production
 - Un débat au niveau européen sur une éventuelle nouvelle permission d'utiliser de la farine animale dans les aliments pour animaux dans des conditions strictes, à l'exclusion du cannibalisme et limitée aux porcs et aux volailles.
 - L'élaboration, au niveau politique compétent, de standards clairs pour des produits animaux et végétaux durables
 - Un programme de soutien pour le développement et la commercialisation de produits d'origine végétale

- La promotion de produits protéiniques durables dans le secteur de la distribution
- La recherche d'instruments économiques (instruments axés sur une internalisation juste des coûts externes par ex., subventions, fiscaux et parafiscaux, ...) qui peuvent réorienter la production et la commercialisation de produits protéiniques durables
- Le développement de connaissances et la promotion d'une utilisation responsable des protéines dans des écoles hôtelières et des formations de restaurateur ainsi que la formation des acheteurs.
- Une offre garantie et qualitative de repas végétariens dans tous les restaurants subventionnés par les pouvoirs publics. Une sensibilisation est associée à cette offre.

[16] En ce qui concerne la demande, le conseil demande que les pistes suivantes soient développées et renforcées :

- La promotion de modes alimentaires équilibrés et sains. Il est important que tous les groupes de population puissent opter pour une alimentation saine et équilibrée. Dans ce contexte, cela signifie entre autres un régime alimentaire ne contenant ni trop ni trop peu de protéines et qui inclut des protéines animales et/ou végétales. Une attention particulière doit être accordée pour veiller à ce que des groupes vulnérables de la population optent en suffisance pour des produits protéiniques de qualité.
- La stimulation d'une appréciation positive pour le groupe de consommateurs qui veut opter pour une réduction de sa consommation de produits alimentaires d'origine animale dans son alimentation globale.
- Une politique plus cohérente en matière d'information des consommateurs sur les produits protéiniques durables (laitage et viande produits durablement, alternatives végétales pour des produits alimentaires d'origine animale, concepts de repas contenant peu ou pas de viande) Cela inclut entre autres une sensibilisation de la population sur l'impact de ses choix alimentaires.

2.5. L'organisation de la transition protéinique

[17] Le conseil propose que les autorités fédérales prennent l'initiative de créer une plate-forme nationale transversale dans le cadre d'une vision globale de la transition vers un système alimentaire durable. Le processus de transition protéinique devrait être lancé et davantage stimulé au sein de cette plate-forme.

[18] Le conseil propose que cette plate-forme de transition poursuive l'élaboration du concept de transition protéinique dans la droite ligne de ses recommandations et en tenant compte du rôle de l'ensemble des parties prenantes.

[19] Il est important que la plate-forme de transition définisse le cadre, les objectifs et les stratégies visant à arriver, à l'horizon 2050, à une transition protéinique profonde pouvant répondre aux grands défis sociaux liés au mode de production et de consommation actuel des protéines.

[20] Le conseil plaide pour un plan décennal pour un système alimentaire durable. Ce plan doit inclure le résultat des travaux sur la transition protéinique réalisés au sein de la plate-forme transition et des accords pris dans ce cadre.

[21] On pourrait, à court terme, commencer par un programme de recherche scientifique global qui répertierait mieux les connaissances actuelles sur toutes les facettes de la transition protéinique, et débiterait des nouvelles études ciblées sur des éléments d'information manquants. On peut en outre déjà lancer des actions ou des projets concrets adaptés aux stratégies d'avenir développées.

[22] Le conseil demande à être impliqué dans la réalisation de la transition protéinique.

Annexe 1

RTRS-standard 1.0 (voir <http://www.responsiblesoy.org>)

Principle 1: Legal Compliance and Good Business Practice

1.1 There is awareness of, and compliance with, all applicable local and national legislation.

Note: For group certification of small farms - group managers should provide training for group members on applicable laws and legal compliance.

1.1.1 Awareness of responsibilities, according to applicable laws can be demonstrated.

1.1.2 Applicable laws are being complied with.

1.2 Legal use rights to the land are clearly defined and demonstrable.

Note: Land use rights of traditional land users are considered in Criterion 3.2 which should be cross-referenced with this criterion.

1.2.1 There is documented evidence of rights to use the land (e.g. ownership document, rental agreement, court order etc.).

1.3 There is continual improvement with respect to the requirements of this standard.

Note: For group certification - continual improvement should be recorded and monitored at the group level.

1.3.1 A review process is carried out which identifies those social, environmental and agricultural aspects of the operation (on and off farm) where improvement is desirable.

Note: The producer is expected to be aware of the social and environmental context in which he/she is operating and the existing and possible future impacts of the operation.

1.3.2 A number of indicators are selected and a baseline is established to be able to monitor continual improvement on those aspects where desired improvements have been identified.

Note: Producers are free to choose the continual improvement indicators that are relevant to them to demonstrate continual improvement with respect to the requirements of this standard; e.g. Soil carbon content, use of agrochemicals, state of riparian vegetation etc. The baseline year is the year of first certification assessment.

1.3.3 The results of monitoring are reviewed and appropriate action is planned and taken when necessary to ensure continual improvement.

Principle 2: Responsible Labor Conditions

Note 1: The requirements of Principle 2 apply to both direct employees and to workers supplied by third parties.

Note 2: The principle applies also to migrant, seasonal and other contract labor.

2.1 Child labor, forced labor, discrimination and harassment are not engaged in or supported.

2.1.1 No forced, compulsory, bonded, trafficked or otherwise involuntary labor is used at any stage of production.

2.1.2 No workers of any type are required to lodge their identity papers with anyone and no part of their salary, benefits or property is retained, by the owner or any 3rd party, unless permitted by law.

2.1.3 Spouses and children of contracted workers are not obliged to work on the farm.

2.1.4 Children and minors (below 18) do not conduct hazardous work or any work that jeopardizes their physical, mental or moral well being.

2.1.5 Children under 15 (or higher age as established in national law) do not carry out productive work. They may accompany their family to the field as long as they are not exposed to hazardous, unsafe or unhealthy situations and it does not interfere with their schooling

2.1.6 There is no engagement in, support for, or tolerance of any form of discrimination.

2.1.7 All workers receive equal remuneration for work of equal value, equal access to training and benefits and equal opportunities for promotion and for filling all available positions.

2.1.8 Workers are not subject to corporal punishment, mental or physical oppression or coercion, verbal or physical abuse, sexual harassment or any other kind of intimidation.

2.2 Workers, directly and indirectly employed on the farm, and sharecroppers, are adequately informed and trained for their tasks and are aware of their rights and duties.

2.2.1 Workers (including temporary workers), sharecroppers, contractors and subcontractors have a written contract, in a language that they can understand.

Note: The requirements of indicator 2.2.1 are recommended in all cases. However, for small farms where there are high illiteracy rates group managers may implement alternative mechanisms to make collectively known and verify valid working relationships.

2.2.2 Labor laws, union agreements or direct contracts of employment detailing payments and conditions of employment (e.g. working hours, deductions, overtime, sickness, holiday entitlement, maternity leave, reasons for dismissal, period of notice, etc.) are available in the languages understood by the workers or explained carefully to them by a manager or supervisor.

2.2.3 Adequate and appropriate training and comprehensible instructions on fundamental rights at work, health and safety and any necessary guidance or supervision are provided to all workers.

2.3 A safe and healthy workplace is provided for all workers.

2.3.1 Producers and their employees demonstrate an awareness and understanding of health and safety matters.

2.3.2 Relevant health and safety risks are identified, procedures are developed to address these risks by employers, and these are monitored.

2.3.3 Potentially hazardous tasks are only carried out by capable and competent people who do not face specific health risks.

2.3.4 Adequate and appropriate protective equipment and clothing is provided and used in all potentially hazardous operations such as pesticide handling and application and mechanized or manual operations.

- 2.3.5 There is a system of warnings followed by legally-permitted sanctions for workers that do not apply safety requirements.
- 2.3.6 Accident and emergency procedures exist and instructions are clearly understood by all workers.
- 2.3.7 In case of accidents or illness, access to first aid and medical assistance is provided without delay.
- 2.4 There is freedom of association and the right to collective bargaining for all workers.
- 2.4.1 There is the right for all workers and sharecroppers to establish and/or join an organization of their choice.
- 2.4.2 The effective functioning of such organizations is not impeded. Representatives are not subject to discrimination and have access to their members in the workplace on request.
- 2.4.3 All workers have the right to perform collective bargaining.
- 2.4.4 Workers are not hindered from interacting with external parties outside working hours (e.g. NGOs, trade unions, labor inspectors, agricultural extension workers, certification bodies).
- 2.5 Remuneration at least equal to national legislation and sector agreements is received by all workers directly or indirectly employed on the farm.
- 2.5.1 Gross wages that comply with national legislation and sector agreements are paid at least monthly to workers.
- 2.5.2 Deductions from wages for disciplinary purposes are not made, unless legally permitted. Wages and benefits are detailed and clear to workers, and workers are paid in a manner convenient to them. Wages paid are recorded by the employer.
- 2.5.3 Normal weekly working hours do not exceed 48 hours. Weekly overtime hours do not exceed 12 hours.
- 2.5.4 If additional overtime hours are necessary the following conditions are met:
- It only occurs for limited periods of time (eg. peak harvest, planting).
 - Where there is a trade union or representative organization the overtime conditions are negotiated and agreed with that organization.
 - Where there is no trade union or representative organization agreement the average working hours in the two-month period after the start of the exceptional period still do not exceed 60 hours per week.
- 2.5.5 Working hours per worker are recorded by the employer.
- 2.5.6 Overtime work at all times is voluntary and paid according to legal or sector standards. In case overtime work is needed, workers receive timely notification. Workers are entitled to at least one day off following every six consecutive days of work.
- 2.5.7 Salaried workers have all entitlements and protection in national law and practice with respect to maternity. Workers taking maternity leave are entitled to return to their employment on the same terms and conditions that applied to them prior to taking leave and they are not subject to any discrimination, loss of seniority or deductions of wages.
- 2.5.8 If workers are paid per result, a normal 8 hour working day allows workers, (men and women), to earn at least the national or sector established minimum wage.
- 2.5.9 If employees live on the farm, they have access to affordable and adequate housing, food and potable water. If charges are made for these, such charges are in accordance with market conditions. The living quarters are safe and have at least basic sanitation.

Principle 3: Responsible Community Relations

- 3.1 Channels are available for communication and dialogue with the local community on topics related to the activities of the soy farming operation and its impacts.
- 3.1.1 Documented evidence of communication channels and dialogue is available.
- 3.1.2 The channels adequately enable communication between the producer and the community.
- 3.1.3 The communication channels have been made known to the local communities.
- 3.2 In areas with traditional land users, conflicting land uses are avoided or resolved.
- 3.2.1 In the case of disputed use rights, a comprehensive, participatory and documented community rights assessment is carried out.
- 3.2.2 Where rights have been relinquished by traditional land users there is documented evidence that the affected communities are compensated subject to their free, prior, informed and documented consent.
- 3.3 A mechanism for resolving complaints and grievances is implemented and available to local communities and traditional land users.
- Note: For group certification - the complaints and grievances mechanism can be managed by the group manager and records of complaints and grievances can be maintained at the group level.*
- 3.3.1 The complaints and grievances mechanism has been made known and is accessible to the communities.
- 3.3.2 Documented evidence of complaints and grievances received is maintained.
- 3.3.3 Any complaints and grievances received are dealt with in a timely manner.
- 3.4 Fair opportunities for employment and provision of goods and services are given to the local population.
- 3.4.1 Employment opportunities are made known locally.
- Note: Not applicable for small farms.*
- 3.4.2 There is collaboration with training programs for the local population.
- Note: Small farms may participate in training programs where they exist. For groups the collaboration with training programs may occur at the group level.*
- 3.4.3 Opportunities for supply of goods and services are offered to the local population.
- Note: Not applicable for small farms.*

Principle 4: Environmental Responsibility

- 4.1 On and off site social and environmental impacts of large or high risk new infrastructure have been assessed and appropriate measures taken to minimize and mitigate any negative impacts.
- Note: For group certification – this also applies to large new infrastructure projects developed by the entity holding the group certificate, where the infrastructure is used by certified group members or the certified soy they produce.*

- 4.1.1 A social and environmental assessment is carried out prior to the establishment of large or high risk new infrastructure.
- 4.1.2 The assessment is carried out by someone who is adequately trained and experienced for this task.
- 4.1.3 The assessment is carried out in a comprehensive and transparent manner.
- 4.1.4 Measures to minimize or mitigate the impacts identified by the assessment are documented and are being implemented.
- 4.2 Pollution is minimized and production waste is managed responsibly.
Note: Chemical use and disposal is dealt with under Principle 5.
- 4.2.1 There is no burning on any part of the property of crop residues, waste, or as part of vegetation clearance, except under one of the following conditions:
- Where there is a legal obligation to burn as a sanitary measure;
 - Where it is used for generation of energy including charcoal production and for drying crops;
 - Where only small-caliber residual vegetation from land clearing remains after all useable material has been removed for other uses.
- 4.2.2 There is adequate storage and disposal of fuel, batteries, tires, lubricants, sewage and other waste.
- 4.2.3 There are facilities to prevent spills of oil and other pollutants.
- 4.2.4 Re-use and recycling are utilized wherever possible.
- 4.2.5 There is a residue management plan including all areas of the property.
- 4.3 Efforts are made to reduce emissions and increase sequestration of Greenhouse Gases (GHGs) on the farm.
Note: Other issues which are relevant to GHG emissions are covered in other principles including: Use of fertilizers (Criterion 5.5), Land-use change (Criterion 4.4).
- 4.3.1 Total direct fossil fuel use over time is recorded, and its volume per hectare and per unit of product for all activities related to soy production is monitored.
- 4.3.2 If there is an increase in the intensity of fossil fuel used, there is a justification for this. If no justification is available there is an action plan to reduce use.
- 4.3.3 Soil organic matter is monitored to quantify change in soil carbon and steps are taken to mitigate negative trends.
Note: For group certification of small farms - the monitoring of soil carbon can be done using samples.
- 4.3.4 Opportunities for increasing carbon sequestration through restoration of native vegetation, forest plantations and other means are identified.
- 4.4 Expansion of soy cultivation is responsible.
Note: This criterion will be revised after June 2012 if RTRS-approved maps and system are not available.
- 4.4.1 After May 2009 expansion for soy cultivation has not taken place on land cleared of native habitat except under the following conditions:
- 4.4.1.1 It is in line with an RTRS-approved map and system (see Annex 4.)
or
- 4.4.1.2 Where no RTRS-approved map and system is available:
- Any area already cleared for agriculture or pasture before May 2009 and used for agriculture or pasture within the past 12 years can be used for soy expansion, unless regenerated vegetation has reached the definition of native forest (see glossary).
 - There is no expansion in native forests (see glossary)
 - In areas that are not native forest (see glossary), expansion into native habitat only occurs according to one of the following two options:
Option 1. Official land-use maps such as ecological-economic zoning are used and expansion only occurs in areas designated for expansion by the zoning. If there are no official land use maps then maps produced by the government under the Convention on Biological Diversity (CBD) are used, and expansion only occurs outside priority areas for conservation shown on these maps.
Option 2. An High Conservation Value Area (HCVA) assessment is undertaken prior to clearing and there is no conversion of High Conservation Value Areas.
Note: Where neither official land use maps nor CBD maps exist, Option 2 must be followed.
- 4.4.2 There is no conversion of land where there is an unresolved land use claim by traditional land users under litigation, without the agreement of both parties.
- 4.5 On-farm biodiversity is maintained and safeguarded through the preservation of native vegetation.
- 4.5.1 There is a map of the farm which shows the native vegetation.
- 4.5.2 There is a plan, which is being implemented, to ensure that the native vegetation is being maintained (except areas covered under Criterion 4.4)
- 4.5.3 No hunting of rare, threatened or endangered species takes place on the property.

Principle 5: Good Agricultural Practice

- 5.1 The quality and supply of surface and ground water is maintained or improved.
- 5.1.1 Good agricultural practices are implemented to minimize diffuse and localized impacts on surface and ground water quality from chemical residues, fertilizers, erosion or other sources and to promote aquifer recharge.
- 5.1.2 There is monitoring, appropriate to scale, to demonstrate that the practices are effective.
- 5.1.3 Any direct evidence of localized contamination of ground or surface water is reported to, and monitored in collaboration with local authorities.
- 5.1.4 Where irrigation is used, there is a documented procedure in place for applying best practices and acting according to legislation and best practice guidance (where this exists), and for measurement of water utilization.
Note: For group certification of small farms - Where irrigation is used for crops other than soy but is not done according to best practice, a plan is in place and is being implemented to improve practices. The group manager is responsible for documentation.
- 5.2 Natural vegetation areas around springs and along natural watercourses are maintained or re-established.

- 5.2.1 The location of all watercourses has been identified and mapped, including the status of the riparian vegetation.
- 5.2.2 Where natural vegetation in riparian areas has been removed there is a plan with a timetable for restoration which is being implemented.
- 5.2.3 Natural wetlands are not drained and native vegetation is maintained.
- 5.3 Soil quality is maintained or improved and erosion is avoided by good management practices.
- 5.3.1 Knowledge of techniques to maintain soil quality (physical, chemical and biological) is demonstrated and these techniques are implemented.
- 5.3.2 Knowledge of techniques to control soil erosion is demonstrated and these techniques are implemented.
- 5.3.3 Appropriate monitoring, including soil organic matter content, is in place.
Note: For group certification - Monitoring of soil fertility and soil quality should be part of the internal control system and can be carried out on a sampling basis within the group.
- 5.4 Negative environmental and health impacts of phytosanitary products are reduced by implementation of systematic, recognized Integrated Crop Management (ICM) techniques.
Note: See Annex 5 for further information on ICM.
- 5.4.1 A plan for ICM is documented and implemented which addresses the use of prevention, and biological and other non-chemical or selective chemical controls.
Note: For group certification of small farms - (particularly those who are not literate) the development and documentation of the ICM plan should be undertaken by the group manager, together with support for implementation.
- 5.4.2 There is an implemented plan that contains targets for reduction of potentially harmful phytosanitary products over time.
- 5.4.3 Use of phytosanitary products follows legal requirements and professional recommendations (or, if professional recommendations are not available, manufacturer's recommendations) and includes rotation of active ingredients to prevent resistance.
- 5.4.4 Records of monitoring of pests, diseases, weeds and natural predators are maintained.
- 5.5 All application of agrochemicals is documented and all handling, storage, collection and disposal of chemical waste and empty containers, is monitored to ensure compliance with good practice.
- 5.5.1 There are records of the use of agrochemicals, including:
- products purchased and applied, quantity and dates;
 - identification of the area where the application was made;
 - names of the persons that carried out the preparation of the products and field application;
 - identification of the application equipment used;
 - weather conditions during application.
- 5.5.2 Containers are properly stored, washed and disposed of; waste and residual agrochemicals are disposed in an environmentally appropriate way.
- 5.5.3 Transportation and storage of agrochemicals is safe and all applicable health, environmental and safety precautions are implemented.
- 5.5.4 The necessary precautions are taken to avoid people entering into recently sprayed areas.
- 5.5.5 Fertilizers are used in accordance with professional recommendations (provided by manufacturers where other professional recommendations are not available).
- 5.6 Agrochemicals listed in the Stockholm and Rotterdam Conventions are not used.
Note: During the next 3 years, the RTRS will review the use of other chemicals, particularly the following 3 chemicals: Endosulfan (WHO Class II), Paraquat (Class II), Carbofuran (Class Ib)
- 5.6.1 There is no use of agrochemicals listed in the Stockholm and Rotterdam Conventions.
- 5.7 The use of biological control agents is documented, monitored and controlled in accordance with national laws and internationally accepted scientific protocols.
- 5.7.1 There is information about requirements for use of biological control agents.
- 5.7.2 Records are kept of all use of biological control agents that demonstrate compliance with national laws.
- 5.8 Systematic measures are planned and implemented to monitor, control and minimize the spread of invasive introduced species and new pests.
- 5.8.1 Where there are institutional systems in place to identify and monitor invasive introduced species and new pests, or major outbreaks of existing pests, producers follow the requirements of these systems, to minimize their spread.
- 5.8.2 Where such systems do not exist, incidences of new pests or invasive species and major outbreaks of existing pests are communicated to the proper authorities and relevant producer organizations or research organizations.
Note: For group certification - the group manager is responsible for communicating to the authorities and relevant organizations.
- 5.9 Appropriate measures are implemented to prevent the drift of agrochemicals to neighboring areas.
- 5.9.1 There are documented procedures in place that specify good agricultural practices, including minimization of drift, in applying agrochemicals and these procedures are being implemented.
- 5.9.2 Records of weather conditions (wind speed and direction, temperature and relative humidity) during spraying operations are maintained.
- 5.9.3 Aerial application of pesticides is carried out in such a way that it does not have an impact on populated areas. All aerial application is preceded by advance notification to residents within 500m of the planned application.
Note: 'Populated areas' means any occupied house, office or other building.
- 5.9.4 There is no aerial application of pesticides in WHO Class Ia, Ib and II within 500m of populated areas or water bodies.
- 5.9.5 There is no application of pesticides within 30m of any populated areas or water bodies.
Note: 'Water bodies' includes, but is not limited to, water courses, rivers, streams, lagoons, springs, lakes, reservoirs and ditches.
- 5.10 Appropriate measures are implemented to allow for coexistence of different production systems.

- 5.10.1 Measures are taken to prevent interference in production systems of neighboring areas.
- 5.11 Origin of seeds is controlled to improve production and prevent introduction of new diseases.
 - 5.11.1 All purchased seed must come from known legal quality sources.
 - 5.11.2 Self-propagated seeds may be used, provided appropriate seed production norms are followed and legal requirements regarding intellectual property rights are met.

Annexe 2

Open Letter: Growing Opposition to Round Table on Responsible Soy

June 2010

The undersigned organisations reject the "responsible" label for soy developed by the Round Table on Responsible Soy (RTRS). The attempts by the Round Table on Responsible Soy to greenwash large scale genetically modified (GM) soy production by labelling it as "responsible" will aggravate the problems caused by industrial soy production, instead of providing solutions.

The RTRS is expected to launch its "responsible" label after its conference in June 2010 in Brazil. Industrial soy production has caused rampant social and environmental damage in South America, including habitat destruction, deforestation, destruction of local food production systems, degraded soil fertility, exposure of local people to toxic pesticides and the large scale displacement of local communities and small farming systems.

In the North, large scale soy production has facilitated unprecedented industrialisation of the food chain, increasing reliance on imported animal feed and promoting unsustainable animal production with negative consequences for farming, the environment and people's health, and encouraging unsustainable consumption patterns. Intensive meat, dairy and egg production is an important contributor to global greenhouses gas emissions, while agrofuels from soy could produce more emissions than fossil fuels.

Multinational companies reap huge financial rewards from this unsustainable production system at both ends.

The RTRS cannot succeed in its stated aims to deliver "responsible" soy because:

1) RTRS lacks support and is not representative

The RTRS claims to be an "international multi-stakeholder initiative", but in reality the scheme has little or no support from sustainable family farmers, social movements or civil society, either in South America or in Europe. On the contrary the scheme faces strong criticism from these organizations especially in soy producing countries. Furthermore, major players in the Brazilian soy industry - APROSOJA and ABIOVE - have turned their backs on the RTRS due to disagreements on the inclusion of even the very weak deforestation clause (see 2).

2) RTRS criteria are seriously flawed

The RTRS claims to be developing a "responsible" label for mainstream soy, but is based on a wholly inadequate set of principles and criteria. For example:

GMOs and pesticides

The RTRS will certify genetically modified (GM) soy as responsible. Most soy in South America is genetically modified to be resistant to the herbicide Glyphosate (marketed by Monsanto as RoundupReady soy). Both GM and non-GM soy are based on monocultures, both have destructive impacts on biodiversity and local communities and both use a range of agrochemicals, but herbicide-resistant soy has higher negative biosafety impacts than non-GM soy, particularly for soil life and fertility. While GM soy is promoted to farmers as a way to reduce labour costs, the continuous and indiscriminate application of herbicides resulting from the use of herbicide-resistant crops has severe impacts on the livelihoods and health of communities living around the soy fields. It has also accelerated the emergence of herbicide resistant weeds, which are a serious problem across thousands of hectares of soy in the US, Argentina and Brazil. This is also forcing a return to using more dangerous pesticides such as 2,4-D (a component of Agent Orange).

Deforestation and soy expansion

The RTRS criteria for "responsible" soy agreed in May 2009 do not prevent further deforestation. According to the RTRS, "responsible" soy can be grown on land that has been deforested as recently as May 2009. "Responsible" soy can even be grown on land that will be deforested in the future, as long as the producer can provide "scientific evidence" that there were no primary forest, or High Conservation Value Areas (HCVAs), on that land and that it did not affect "local peoples' land" (which is not further defined).

It is not clear how these flawed criteria will be monitored and enforced.

3) RTRS cannot address macro-level impacts of industrial farming

Importantly, the RTRS cannot address the deforestation, greenhouse gas emissions and social conflicts caused by displacing agricultural activities elsewhere (Indirect Land Use Change). Other impacts include rising food prices and huge pressures on land and resources.

4) RTRS claims climate benefits

RTRS "responsible" soy claims to have climate benefits, but would largely supply feed for unsustainable intensive poultry, livestock and agrofuel production. The perverse lobbying at the 2009 UN Climate Change Conference in Copenhagen of the RTRS along with biotech giant Monsanto to gain carbon credits for industrial soy production gained them the international Angry Mermaid Award for worst climate lobbying. In the EU, the RTRS is trying to gain accreditation under the EU Renewable Energy Directive (RED) that contains the widely opposed 10% agrofuel target.

Some of the pilot projects of the RTRS involve small scale farming of soy, but this cannot mask the fact that the bulk of the RTRS's "responsible" soy will be grown on large-scale plantations with heavy pesticide use and no consideration for the local people or the environment. Consumers are currently prevented from seeing the extent of the damage done by industrial (RoundupReady) soy as it happens far from their homes. European supermarkets use the RTRS to claim they are acting responsibly while carrying on with business as usual. Any supermarket that participates in the RTRS risks a backlash from its customers.

To address the impacts outlined above the undersigned organisations demand real solutions that move to a sustainable food production system that include:

- phasing out monoculture production systems and instead promoting agro-ecological systems, diversification of production and stimulation of local production for local markets that contribute to food security and food sovereignty in producer and consumer countries.
- promoting genuine land reforms and land rights in producing countries, which will address highly inequitable land ownership and concentration;
- drastically changing production models and consumption patterns required to feed a population of 9 billion in 2050 sustainably and equitably; this means reducing the shocking levels of overconsumption and waste in the industrialised world
- abandoning intensive meat, dairy and egg production systems and moving towards low-input livestock systems
- eliminating Europe's dependency on plant protein imports and support a move towards more low input, grass based livestock systems.
- stopping the promotion of agrofuel production as a climate solution for rich countries and instead developing better transport systems that reduce demand for energy and fuel.

Signatories:

(additional signatories since letters were sent to RTRS):

Amis de la Terre, France
Asamblea de vecinos autoconvocados de Ciudad Evita (AVACE), Argentina
ATTAC - ARGENTINA
BIZILUR-Asociación para la cooperación y el desarrollo de los pueblos, Euskal Herria (Basque country)
Campana Sin Maiz no hay Pais, Mexico
Catedra Libre de Soberania Alimentaria - Unversidad de La Plata, Argentina
CDM Watch
Comision Multisectorial de Uruguay
Comissao de Marcha Mundial das Mulheres de Sergipe, Brazil
FDCL - Centro de Investigacion y Documentacion Chile-America Latina, Germany
Federacion de Prosumidores Agroecologicos AGROSOLIDARIA BOYACA, Colombia
GeneWatch, UK
GLOBAL 2000, Friends of the Earth Austria
Grupo de Estudios Ambientales AC
IFOAM, (International Federation of Organic Agriculture Movements)
Marcha Mudial das Mulheres de Caxias do Sul, Brazil
Movimiento de Mujeres Indigenas Tz'ununija/REMETA, Guatemala
Naturland Association for Organic Agriculture, Germany
Philippine Network on Climate Change
Red Latinoamericana de Mujeres Transformando la Economia
Red de Semillas, España
Society for Threatened Peoples International (BfbV - International)
Vecinxs Autoconvocadxs, Cordoba, Argentina

WECF - Women in Europe for a Common Future
Young Green Women, Sierra Leone

(original signatories):

11.11.11, Flemish federation of North-South organisations, Belgium
African Centre for Biosafety, South Africa
AFRICANDO Ongd, Gran Canaria
Afrika-Europa netwerk, Netherlands
Alianza Civica Chiapas, Mexico
All Nepal Peasants' Federation (ANPFa)
AMAP, Alianza Mexicana por la Autodeterminacion de los Pueblos, Mexico
Amazon Watch, United States
Amigos de la Tierra - Argentina
Amigos de la Tierra Espana - Friends of the Earth Spain
APROMAC - Associacao de Protecao ao Meio Ambiente, Brasil
Arbeitsgemeinschaft bauerliche Landwirtschaft, Via Campesina Germany
ASEED Europe
ASK (Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien / Swiss Working Group on Colombia)
Asociacion ANDES, Alejandro Argumedo, Peru
Asociacion Civil Desarrollo Territorial Monteros, de Monteros -Tucuman, Argentina
Asociacion Civil GLEDUCAR, Argentina
Asociacion de Defensa de la Vida ADEVI, Peru
Asociacion de Solidaridad con Colombia, KATIO, Spain
Asociacion Ecologica Madremonte, Colombia
Asociacion Entrepueblos, Estado Espanol
Asociacion Pachamama Ayacucho, Peru
Association Bio Consom'acteurs, France
Association of Latvian Organic Agriculture, Latvia
Associations 21, Belgium
Attac AgrarNetz, Germany
Attac Espana
Attac Poland
AVES FRANCE, A Voice for Endangered Species
BASE Investigaciones Sociales, Asuncion - Paraguay
Basler Appell gegen Gentechnologie, Switzerland
BI "Kein Strom aus Palmol!", Germany
BioForum Vlaanderen vzw, Belgium
Biofuelwatch, UK
Biowatch South Africa
BUND, Friends of the Earth Germany
Campaign for Real Farming, UK
Campana Semillas de Identidad, Colombia
Canadians for Action on Climate Change
Canadian Biotechnology Action Network, Canada
CAPOMA-DDHH (Centro de Accion Popular Olga Marquez de Aredez en defensa de los Derechos Humanos), Ledesma-Jujuy-Argentina
Carbon Trade Watch
CATAPA, Comité Academico Tecnico de Asesoramiento a Problemas Ambientales, Belgium
Centre for Sustainable Development and Environment (CENESTA), Iran
Centro de Estudios Historicos Arturo Jauretche, Argentina
Centro de estudios sobre Tecnologias Apropriadas de Argentina (CETAAR)
CESTA, Friends of the Earth El Salvador
COAG, Espana
COECOCEIBA - Amigos de la Tierra Costa Rica
Colectiu Transgenics Foral, Catalunya
Combat Monsanto, France
Comite Oscar Romero Madrid, Spain
Comite pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, France (CADTM), France
Concerned Citizens against Climate Change (4C), Netherlands
CONAMURI, Coordinadora Nacional de Mujeres Rurales e Indigenas, Paraguay
Conselho Municipal dos Direitos da Mulher de Lins (SP), Brazil
Consumidores por el desarrollo, Peru
Confederation Paysanne, France
Coordinador Nacional Agrario de Colombia (CAN)
Corporate Europe Observatory
Cristianos Sin Fronteras, Peru
Development Fund, Norway
Dialogo Convencion Climatica, Mexico
Don't Waste Arizona, Phoenix, AZ USA

Ecologistas en Accion, Spain
 Ecological Society of the Philippines
 Econexus
 Ecoportal.net, Argentina
 Ecos the Saladillo, Argentina
 ECOQUILPUE, Region de Valparaiso, Chile
 Ecumenical Office for Peace and Justice, Germany
 EdPAC -Educacion para la Accion Critica, Espana
 ENLACE, Comunicacion y Capacitacion, A.C., Mexico
 EQUIVITA, Comitato Scientifico Antivivisezionista, Italy
 Eurolatina, Belgique
 European Coordination Via Campesina (ECVC)
 European GMO-free Citizens, the Netherlands
 FASE - Solidarity and Educacao, Brazil
 FECBE, Federacion de ecuatorianos en Belgica, Belgium
 Federacion Nacional de Trabajadores del Agua Potable del Peru - FENTAP
 Federation Inter-Environnement Wallonie, Belgium
 Federation of Organic Food Enterprises / Bund Okologische Lebensmittelwirtschaft (BOLW), Germany
 Federation Unie de Groupements d'éleveurs et d'agriculteurs (FUGEA), Via Campesina Belgique
 FERN
 FOCO (Foro Ciudadano de Participacion por la Justicia y los Derechos Humanos), Argentina
 Focus on the Global South
 Fondazione Diritti Genetici, Italy
 Food and Water Europe (FWE)
 Food First/Institute for Food and Development Policy, USA
 Forum Carajas, Brazil
 FIAN Germany
 FIAN Netherlands
 Friends of the Earth Cyprus
 Friends of the Earth Vlaanderen, Belgium
 Friends of the Earth Brussels, Belgium
 Friends of the Earth International
 Fundacja Pomaranczowa Alternatywa/ Orange Alternative Foundation, Poland
 GAIA, Portugal
 Gene Ethics, Australia
 Gen-ethisches Netzwerk/ Gen-ethical Network, Germany
 Global Forest Coalition
 Guatemala Solidaritat Osterreich (Solidarity with Guatemala of Austria)
 GM Free Australia
 GM Free Cymru, Wales
 GM-free Ireland Network
 GM Freeze, UK
 GM Watch, UK
 Green Health Watch Magazine, UK
 Grupo de Investigacion en Derechos Humanos y Sostenibilidad, Catedra UNESCO - UPC, Cataluna
 Grupo de Mujeres de San Cristobal de las Casas, A.C, Chiapas, Mexico
 Grupo de Reflexion Rural, Argentina
 Grupo Semillas, Colombia
 Grupo Thunhupha, Bolivia
 Hegoa Instituto de Estudios sobre Desarrollo y Cooperacion Internacional, Pais Vasco
 Ibase - Brazilian Institute of Economic and Social Analyses
 ICEPH - Instituto Cordillerano de Estudios y Promocion Humana, Rio Negro, Argentina
 ICPPC - International Coalition to Protect the Polish Countryside, Poland
 Informationsgruppe Lateinamerika (IGLA), Vienna, Austria
 India FDI Watch
 Iniciativa contra los Agronegocios - America Latina, Nicaragua, El Salvador
 Iniciativa Radial, Argentina
 Initiative Colibri, Germany
 Institute for Responsible Technology, Fairfield, USA
 Institute for Sustainable Development, Ethiopia
 Institute of Science in Society, Dr. Mae-Wan Ho, UK
 Interessengemeinschaft fur gentechnikfreie Saatgutarbeit (Germany, Austria, Switzerland)
 JKPP (Jaringan Kerja Pemetaan Partisipatif / Community Mapping Network), West Java, Indonesia
 Kenya Debt Relief Network (KENDREN)
 Knoll Farms, California, USA
 Kooperation Brasilien, Germany
 Labour, Health and Human Rights Development Centre, Nigeria
 Loophole Community Centre, Melbourne, Australia
 MADGE Australia Inc
 Madras del Pueblo del Sureste, AC, Chiapas, Mexico

Mandala Gardening Initiative, Ottawa, Canada
 Mangrove Action Project, USA
 Marcha Mundial de las Mujeres, Brasil
 Marea Creciente Mexico
 Maryknoll Office for Global Concerns, USA
 MASIPAG (Farmer-Scientist Partnership for Development), Philippines
 MAIZ (Movimiento Agrario Indigena Zapatista), Mexico
 Mesa Amplia por el cierre definitivo del incinerador de residuos toxicos, Argentina
 Movimiento Campesino Paraguayo (MCP), Via Campesina Paraguay
 Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales/ World Rainforest Movement
 Mouvement d'Action Paysanne (MAP), Florenville, France
 MPI - Movimento Pro-Informacao para a Cidadania e Ambiente, Portugal
 Munlochy Vigil, Scotland
 National Fisheries Solidarity Movement, Sri Lanka
 National Toxics Network - Working globally for a toxic-free future, Australia
 Neal's Yard Remedies, UK
 New York Climate Action Group, USA
 NOAH, Friends of the Earth Denmark
 NOUSUD, Cooperacion internacional y desarrollo local, Mallorca, Islas Baleares
 OBV-Via Campesina Austria
 Oficina de Justicia, Paz e Integridad de la Creaci3n, San Columbano, Chile
 Oikos - Organic Norway, movement of organic producers and consumers
 Organic Consumers Association, USA
 Organizacion Fraternal Negra Hondurena (OFRANEH), Honduras
 Osservatorio informativo indipendente sulla Americhe, Italy
 Otros Mundos AC - Amigos de la Tierra Mexico
 Our Common Future, UK
 Oxfam-Solidariteit/Oxfam-Solidarite, Belgium
 Perkumpulan Elang, Riau, Indonesia
 Pesticide Action Network North America
 PLANT (Partners for the Land & Agricultural Needs of Traditional Peoples), USA
 Platform Aarde Boer Consument, Netherlands
 Plataforma de Solidaridad con Chiapas de Madrid, Espana
 Polska Zielona Siec, (Polish Green Network), Poland
 Pro REGENWALD, Germany
 Proyecto Cultura y Solidaridad, Espana
 QUERCUS - A.N.C.N., Portugal
 RAPAL, Red de accion en plaguicidas de America Latina
 RAPAL para Meso America y Caribe
 Red de Coordinacion en Biodiversidad A.C, Costa Rica
 Red Jubileo Sur Mexico
 Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio (RMALC)
 Red por una America Latina Libre de Transgenicos
 Reforest the Earth, UK
 RETS -Respuestas a las Empresas Transnacionales, Spain
 Rettet den Regenwald, Germany
 Robin Wood, Germany
 Safe Alternatives for our Forest Environment (SAFE), USA
 Save our Seeds, Germany
 Scarborough Against Genetic Engineering, England
 Service d'Information et de Formation sur l'Amérique latine et les Caraïbes (SEDIF), Belgique
 Spire (Norwegian Development Funds Youth), Norway
 Salva la Selva, Spain
 Say No to GMOs, Texas, USA
 Secretaria Regional Latinoamericana (Rel-UITA), Uruguay
 Seeds Action Network (SAN), Germany
 Semillas de Vida, Mexico
 SOBREVIVENCIA, Amigos de la Tierra Paraguay
 Soil Association, UK
 Solidarity Sweden-Latin America (Latinamerikagrupperna), Sweden
 SOS FAIM Belgique
 South Australia Genetic Food Information Network (SAGFIN), Australia
 Soy Alliance, UK
 Sunray Harvesters, India
 Taller Ecologista, Argentina
 Tierra del Sol, Organisation des immigrants equatoriens en Belgique
 Timberwatch Coalition, South Africa
 The Grail, KwaZulu Natal South Africa
 Toxicsoy.org
 Toxisphera, Associacao de Saude Ambiental, Brazil

Transnational Institute (TNI)
UCIZONI, Union de Comunidades Indigenas de la Zona Norte del Istmo, Mexico
Union paysanne, Quebec (Canada)
Uniterre, Via Campesina Switzerland
Urban Permaculture Co-Operative, Melbourne, Australia
Vereniging voor Ecologisch Leven en Tuinieren, Velt, Belgium
Voedselteams vzw, Belgium
Voor de Verandering, Netherlands
Vredeseilanden, Belgium
War on Want, UK
Washington Biotechnology Action Council, USA
Wervel, Belgium
Wholesome Food Association Limited, UK
World Family, UK
Xarxa de Consum Solidario, Barcelona, Espana
Xarxa de l'Observatori del Deute en la Globalitzacio (ODG-Debtwatch), Catalonia, Spain
X minus Y Solidarity Fund, the Netherlands

Annexe 3 Votants de l'assemblée générale qui ont participé au vote sur cet avis

- Les 4 président et vice-présidents:
T. Rombouts, A. Panneels, *J. Turf*, *I. Callens*
- 4 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la protection de l'environnement:
J. Gilissen (IEB), S. Leemans (WWF), J. Miller (IEW), R. de Schaetzen (Natagora)
- 4 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la coopération au développement:
J. Dalemans (Broederlijk Delen), B. Gloire (Oxfam), *G. Vandermosten (VODO)*, *N. Van Nuffel* (CNCD)
- 0 des 2 représentants des organisations non-gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs:
- 6 des 6 représentants des organisations des travailleurs:
A. De Vlamincx (ACV-CSC), B. De Wel (ACV-CSC), C. Rolin (CSC-ACV), *S. Storme* (FGTB), D. Van Oudenhoven (CGSLB), D. Van Daele (FGTB)
- 5 des 6 représentants des organisations des employeurs:
I. Chaput (Essenscia), *A. Defourny* (*Fédération des entreprises belges*), A. Deplae (UCM), M.-L. Semaille (Fédération wallonne de l'agriculture), P. Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers),
- Les 2 représentants des producteurs d'énergie :
H. De Buck (Electrabel), F. Schoonacker (SPE)
- 4 des 6 représentants des milieux scientifiques:
R. Ceulemans (UA), L. Helsen (KUL), J.P. van Ypersele de Strihou (UCL), E. Zaccarini (ULB)

Total : 29 des 38 membres ayant droit de vote

Annexe 4

Réunions pour la préparation de cet avis

Le groupe de travail *ad hoc système alimentaire durable* s'est réuni le 22 octobre, le 18 novembre et le 3 décembre 2010 afin de préparer cet avis. Une séance d'audition préparatoire avec des experts a eu lieu le 7 septembre 2010.

Annexe 5

Participants à la préparation de cet avis

Président et vice-président

- Ann NACHTERGAELE (présidente)(FEVIA)
- Jan TURF (vice-président)(Bond Beter Leefmilieu)

Votants CFDD et leurs représentants

- Françoise BODSON (FWA)
- Antoinette BROUYAUX (Associations 21)
- Stéphane DESGAIN (CNCD – Opération 11.11.11)
- Anaïs DEVILLE (CRIOC-OIVO)
- Linn DUMEZ (Bond Beter Leefmilieu)
- Brigitte GLOIRE (Oxfam Solidarité)
- Tobias LEENAERT (EVA)
- Tom Quintelier (FEVIA)
- Marie-Laurence SEMAILLE (FWA)
- Jan VAN ASSCHE (FEBEV/FEVIA)
- Diana VAN OUDENHOVEN (CGSLB-ACLVB)
- Gert VANDERMOSTEN (VODO)
- Kristof VOLCKAERT (Boerenbond)

Conseillers scientifiques et experts invités

- Koen BOUCKAERT (Alpro/FEVIA)
- Ineke MAES (BEMEFA/FWA)

Excusés

- Lionel DELVAUX (IEW)

Secrétariat FRDO

- Jan DE SMEDT
- Jan MERTENS